l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1F | Adresse : B.P. 293 75866 Paris Cedex 18 C.C.P. 30 226 72 - La Source | QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE | N° 327 Mercredi 17 septembre 1975

CONTRE LES CRIMES FRANQUISTES MOBILISER LES TRAVAILLEURS DANS LES SYNDICATS !

Après les avoir «jugés» et condamnés à la peine capitale, Franco et sa suite fasciste ont décidé de repousser à une date indéterminée la révision du procès de Garmendia et Otaegui. L'ampleur rarement égalée du mouvement de protestation populaire à travers l'Espagne, la France et toute l'Europe n'est pas pour rien dans cette décision de l'État-Major franquiste.

Mais il est une autre raison à cette révision du procès des deux condamnés de Burgos. Le boucher Franco a voulu laisser un espoir d'acquittement pour Garmendia et Otaegui pour que retombe la mobilisation des larges masses ouvrières et populaires d'Espagne et d'Europe. C'est que dans le même temps, il montait à Madrid une autre parodie de «procès», celui de cinq militants du Front révolutionnaire antifasciste et patriote (FRAP) accusés de l'exécution d'un flic connu pour être un tortionnaire de la plus sale espèce.

La clique franquiste voulait avoir les mains libres, ne pas être gênée par la pression d'un mouvement de masse, pour pouvoir en toute tranquillité assassiner ces militants.

Malgré la précieuse complicité de la bourgeoisie française qui devait garder le silence le plus total sur l'un et l'autre procès, malgré la non moins précieuse complicité des dirigeants révisionnistes du P«C»F qui devaient attendre que la sentance soit rendue publique pour parler de ce second «procès», et dont on attend toujours qu'ils mentionnent le FRAP, Franco n'a pu empêcher que l'horreur de ses intentions criminelles traverse les frontières et se répande comme une traînée de poudre.

Le 12 septembre, dans la soirée, le verdict était connu : 3 codamnés à mort et 55 ans de prison pour les deux autres inculpés !

Aujourd'hui, tout laisse supposer que les exécutions ne vont plus tarder. D'aucuns avancent la date du 19, vendredi, dans deux jours !

L'expérience, et notamment celle du procès inique de Burgos de 1970, l'a montré : il est possible d'empêcher les bourreaux franquistes d'assassiner les trois militants du FRAP. Mais il y a à cela deux conditions : que l'indignation et la colère qui se sont emparées de la classe ouvrière et des masses populaires se transforment en un puissant

(suite page 4)

ENCORE DES HAUSSES DE PRIX !

- **Beurre : +84 centimes/kilo**
- **Fuel et tabac plus chers**
- **Près de 16% de hausse cette année**
- **Trou de 3 milliards au budget de 1976 : le gouvernement veut faire payer les travailleurs**

ACTION DES POMPISTES

recul du gouvernement

Le mouvement de grève des pompistes, démarré dans la région de Montpellier, a connu ces jours-ci une extension dans les départements du Sud-Est, hier elle a gagné cinq départements de la Loire et pourrait s'étendre à la région Rhône-Alpes. Ils entendent ainsi protester contre les tarifs pratiqués par les «grandes surfaces» qui bénéficient d'une ristourne allant jusqu'à 22 centimes sur le litre de carburant, contre 8 ou 9 centimes aux simples stations-services.

Le gouvernement, dans son objectif de concentrer toujours plus les monopoles, entendait ainsi acculer à la faillite un nombre considérable de «petits» (commerçants indépendants), et pouvoir restructurer à sa guise ce secteur qui touche des millions d'automobilistes.

De plus, avec cette ristourne, les grandes surfaces faisaient encore de gros bénéfices. Lorsque les pays producteurs de pétrole (tiers monde) demandent une juste revalorisation de leurs prix de départ, parce qu'ils ne sont pas payés par les pays riches à un prix équitable, ces derniers lancent des menaces. Or, ce sont précisément ces pays riches, par l'intermédiaire des grandes sociétés pétrolières, qui pratiquent la spéculation et gagnent des sommes fabuleuses en les revendant aux consommateurs avec une marge de profit astronomique, et font des remises aux gros détaillants qui sont plus rentables. Cette remise montre bien aussi, que le carburant pourrait être beaucoup moins cher, mais qu'il s'agit pour les monopoles d'essayer de tirer toujours plus de profits.

Le fait que Fourcade, ministre des Finances, ait reculé (le rabais aux grandes surfaces est ramené à 5 ou 6 centimes) face au mouvement de grèves, montre bien que face aux entreprises scandaleuses des monopoles il ne s'agit pas de baisser les bras, mais au contraire que la lutte des pompistes est la même que celle des petits commerçants menacés par la faillite du fait de la concurrence des grandes surfaces.

GRAND MEETING

Vendredi 19 Septembre - 20 H.

Mutualité 24 Rue St-Victor M° Maubert-Mutualité

Convoqué par le FRAP

et soutenu par L'HUMANITÉ ROUGE, le PCMLF le PCR (m-l), le CILA, le MIL, l'UCF (m-l)

Chine-Algérie : "UNE PROFONDE AMITIE MILITANTE"

Le colonel Ahmed Bencherif est arrivé à Pékin à la tête d'une délégation pour effectuer une visite en Chine. Lors du banquet à l'Assemblée populaire, le colonel Bencherif et le vice-ministre chinois des Affaires étrangères, Ho Ying, ont prononcé des allocutions qui soulignent la solidarité entre les peuples et les combattants algériens et chinois.

C'est une solidarité de longue date , nouée lors des temps des épreuves les plus difficiles, comme l'a rappelé le colonel Bencherif :

«Cette coopération a puisé ses racines dans la solidarité agissante qui caractérise les relations sino-algériennes dans les épreuves les plus difficiles qu'ont endurées nos deux peuples au cours de leur combat victorieux pour la véritable libération nationale contre l'impérialisme et le colonialisme. Je saisis cette occasion pour évoquer l'aide précieuse fournie par le gouvernement chinois aux vaillants soldats de l'armée de libération nationale algérienne et je suis très heureux de vous dire qu'aujourd'hui certains parmi eux grâce à la formation qu'ils ont reçue chez vous constituent des cadres responsables de l'Armée nationale populaire algérienne.»

Aide politique et matérielle hier, combat commun aujourd'hui contre l'impérialisme et l'hégémonisme comme l'indique le colonel Bencherif :

«L'Algérie comme la Chine qui tous deux appartiennent à la grande famille du tiers monde et qui mènent la dure et exaltante bataille du développement, militent également contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme et toute tentative hégémonique portant atteinte à la souveraineté nationale pour un nouvel ordre économique international exempt de toute forme de domination que les pays nantis veulent imposer aux pays pauvres.»

Quant au vice-ministre chinois des Affaires étrangères Ho Ying, il a mis en valeur le rôle important de l'Algérie dans le tiers monde d'aujourd'hui :

«Sous la direction du FLN, vous avez suivi la voie de la lutte armée, mené pendant plus de sept ans la guerre libératrice et finalement conquis l'indépendance et la libération. Cela a apporté une gloire au peuple algérien et une contribution de poids aux mouvements de libération nationale en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Ces dix dernières années, sous la direction du président Houari Boumediene, le peuple algérien, malgré une situation extrêmement changeante au Moyen-Orient et dans la région méditerranéenne où les superpuissances se disputent avec acharnement, a poursuivi avec persévérance la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le sionisme, le racisme et l'hégémonisme de grandes puissances. Votre juste position a bénéficié d'un large soutien des pays du tiers monde et l'Algérie joue aujourd'hui un important rôle dans les affaires internationales.»

La rencontre du président Mao et du président Boumédienne en février 1974.

A NE PAS MANQUER

Le jeudi 18 septembre à 21 heures 25 sur la première chaîne de la télévision française, sera diffusé pour la première fois un long entretien avec le président Houari Boumedienne.

Nous invitons tous nos lecteurs à ne pas manquer ce rendez-vous. Et pourquoi pas se réunir entre camarades français et immigrés pour regarder l'émission et discuter ensuite des thèmes qui y seront abordés?

Montpellier : JOUKOV DEHORS !

Nous avons reçu un communiqué de presse signé de différentes organisations politiques et anti-impérialistes de Montpellier, et envoyé à la presse locale «La dépêche du midi», «Midi libre» et au «Monde», à l'occasion de la venue de Joukov en France.

Du 8 au 17 septembre 75 une délégation soviétique, conduite par Joukov, est en territoire français. Elle passera dans notre région du 12 au 15 septembre.

Les organisations signataires dénoncent cette inadmissible incursion des sociaux-impérialistes dans notre pays.

Cette visite en effet, a pour but principal d'endormir la vigilance des peuples européens face aux tentatives hégémoniques de l'Union soviétique. Montrant ce cadre soviétique en «touriste», elle vise à faire oublier les soldats russes massés aux frontières de l'Europe de l'Ouest, la flotte soviétique qui croise continuellement en Méditerranée et en mer du Nord. Elle vise aussi à faire oublier les inadmissibles attaques contre la République populaire de Chine et la Tchécoslovaquie !

En cela même, elle est inadmissible pour tous ceux qui luttent pour une France indépendante !

L'Europe est l'enjeu principal de la rivalité que se mènent les deux superpuissances. Celle qui la dominera, affaiblira l'autre puissance impérialiste.

Cette présence est tout autant inadmissible pour tous ceux qui luttent pour que la Méditerranée soit un jour aux peuples méditerranéens.

Mais il est aussi indispensable de dénoncer l'attitude incohérente de notre bourgeoisie monopoliste !

Elle qui a signé des accords avec le tiers monde, qui prétend défendre notre indépendance nationale, reçoit le chef de file du social-impérialisme dont l'armée tentera de toutes ses forces de soumettre l'Europe et le tiers monde au diktat soviétique !

Les organisations signataires appellent tous les anti-impérialistes à se mobiliser contre ces ingérences camouflées des traîtres du Kremlin, elles appellent tous les anti-sociaux-fascistes à démasquer la grossière mystification de l'URSS havre de paix et de son régime supposé socialiste.

Joukov dehors !
Hors de Méditerranée
la flotte soviétique !
Solidarité aux peuples en lutte
pour leur indépendance nationale !
Vive la Russie de Lénine
et de Staline !

Humanité Rouge, Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France (JCMLF), Parti communiste révolutionnaire du Chili (section de Montpellier du PCRC), El Amel Tounsi-Perspectives tunisiennes (section de Montpellier), avec le soutien du Comité d'Information sur les luttes anti-impérialistes (CILA) et du Comité anti-impérialiste de Montpellier (CAIM).

A Montpellier, le 12-9-1975

SAM CAZENAVE :

La Sam-Cazenave est une entreprise de la métallurgie (fonderie,fabrication de vélos...) qui emploie 250 travailleurs (480 en 1969).

Le 25 juillet, le P.D.G. Angot annonce 150 nouveaux licenciements qui font suite à une longue période de chômage partiel et précédent de peu la fermeture prochaine de l'usine.

La riposte est immédiate, et les ouvriers et ouvrières (25 % de femmes sur l'ensemble du personnel) décident la grève illimitée avec occupation de l'entreprise.

Aujourd'hui la volonté de vaincre est aussi vive qu'aux premiers jours de l'occupation et ni la période des congés, ni les manœuvres du patron Angot ne sont parvenues à entamer la détermination des grévistes de Cazenave.

Le sieur Angot, spécialiste de la reprise d'usines en difficulté qu'il conduit doucettement vers la liquidation après avoir empoché des sommes rondelettes, avait convoqué les 107 travailleurs non-licenciés à une réunion, le 27 août, avec l'espoir de faire voter la reprise du travail. Mais cette piteuse tentative de division tourna à la débâcle. A l'heure prévue pour la réunion, il n'y avait que le patron entouré de son personnel de direction.

La lutte apparait devoir être longue, car la nomination d'un syndic ne touche pas le problème des licenciés, qui est le problème principal.

En dehors de l'occupation, deux manifestations ont eu lieu à Bordeaux, ainsi que deux barrages de la R.N. 10 avec distribution de tracts, pour faire connaître la lutte de Cazenave. La popularisation est insuffisante pour l'instant car elle se heurte au sabotage des directions syndicales qui refusent, d'une part, l'organisation d'un puissant mouvement de soutien populaire. D'autre part, ils refusent que les travailleurs de Cazenave eux-mêmes organisent des collectes de solidarité en direction des entreprises de la région, ils refusent d'envisager la vente de la production stockée (vélos) pour soutenir financièrement la grève.

Ainsi les travailleurs, pour vaincre, ont un double combat à mener : contre le patron et contre les bonzes syndicaux.

correspondant HR.

KATEB YACINE
joué en arabe populaire
AU FESTIVAL D'AUTOMNE
THÉATRE DES BOUFFES DU NORD
209, rue du Faubourg St Denis
par la troupe de l'Action culturelle des travailleurs de Bab-el-Oued (Alger)

Me	17	20h 30	Mohamed, prends ta valise.	Me	24	20h 30	Mohamed, prends ta valise.
Je	18	20h 30	La guerre de 2 000 ans.	Je	25	20h 30	La guerre de 2 000 ans.
Ve	19	20h 30	Mohamed, prends ta valise.	Ve	26	20h 30	Mohamed, prends ta valise.
Sa	20	20h 30	La guerre de 2 000 ans.	Sa	27	20h 30	La guerre de 2 000 ans.
Di	21	16h 00	Mohamed, prends ta valise.	Di	28	16h 00	Mohamed, prends ta valise.
Ma	23	20h 30	La guerre de 2 000 ans.				

Tarif populaire unique : 5,00 francs.

POURQUOI NEGLIGER LE SPORT ?

Pendant longtemps, le sport a été négligé dans le travail d'agitation et de propagande des marxistes-léninistes.

La raison principale de cet «oubli» a été de sous-estimer gravement son importance en ne comprenant pas l'utilisation que la bourgeoisie en fait pour son propre compte et en ne saisissant pas les liens étroits qui unissent le sport à la lutte pour la préparation de la révolution et pour l'indépendance nationale.

LE SPORT DANS LES PAYS CAPITALISTES.

Voyons d'abord ce que fait la bourgeoisie pour utiliser le sport comme moyen de maintenir et de renforcer sa dictature sur les travailleurs.

Dans tous les pays capitalistes (révisionnistes compris) on constate que :

– le nombre des sportifs est ridiculement faible par rapport aux possibilités et aux besoins du peuple.

– la compétition est réservée à une infime minorité et sert à maintenir un esprit «de clocher» (ex : «les Français ont gagné») c'est-à-dire en fait, à camoufler les antagonismes sociaux et à faire de l'apolitisme. L'opinion est bien répandue que le sport est, par nature, apolitique !

– le sport est professionnalisé à outrance de façon à ce que des équipes vedettes surpayées servent d'instrument à un défoulement *passif* des travailleurs, c'est à dire à satisfaire artificiellement leurs besoins ; on encourage à regarder les matchs de foot à la télé avec les pieds dans les pantoufles ! Ça coûte moins cher que de financer des équipements !

– d'une façon générale, le sport est hyper-commercialisé et sert de point de départ à une industrie qui rapporte gros à la bourgeoisie.

Est-ce un hasard si ces quatre caractéristiques reviennent tout le temps ? Certainement pas car si l'on regarde de près quel est leur point commun on voit que la bourgeoisie fait tout pour empêcher le peuple de faire du sport.

Elle a peur du sport de masse tout comme elle a peur que les travailleurs disposent d'armes de combat !

Elle fait donc tout pour limiter le nombre de sportifs surtout, elle essaie par le biais de multiples facteurs (temps disponible, moyens financiers, type d'éducation, degrés de fatigue,...) *de réserver le sport à sa propre classe !*

LE SPORT AU SERVICE DE LA RÉVOLUTION ET DE L'INDÉPENDANCE NATIONALE.

Qui pourra nier que le sport doit être partie intégrante d'une préparation militaire de masse à la guerre qui se précise chaque jour un peu plus du fait de la prétention des deux superpuissances à dominer l'Europe ?

Qui pourra nier que l'acquisition d'une solide constitution physique, d'un «self-contrôle» à toute épreuve et de la maîtrise – par exemple du tir – n'ont pas été *indispensables*, pendant la dernière guerre, aux patriotes de notre pays pour lutter à mort contre le fascisme ?

Qui pourra nier que la pratique intensive de sports de combat tels que le karaté ou le closed-combat doit servir, dès maintenant, à protéger les meetings et les interventions militantes contre les attaques des fascistes et des sociaux-fascistes du P«C»F ou contre les organismes de répression de la bourgeoisie au pouvoir ?

Pour cela, dès maintenant, nous pouvons soit profiter de l'encadrement technique de clubs sportifs (ce qui est une bonne chose car cela permet souvent de rencontrer des jeunes politiquement très interessants) soit former nous-mêmes de petits groupes d'entraînement, en mobilisant largement tous ceux qui sont interessés pour faire – ne serait-ce qu'une fois par semaine – du footing, des assouplissements et de la musculation.

De toute façon, pour les marxistes-léninistes, la pratique du sport doit être un moyen de nous lier aux masses et de les faire avancer politiquement en leur expliquant quelle est la ligne politique qui nous guide et en mettant en avant des principes tels que «amitié d'abord, compétition ensuite».

Nous devons donc faire du sport une arme (parmi tant d'autres) pour défendre l'indépendance nationale de notre pays tout en préparant activement la révolution.

Correspondant H.R.

DEMANDE DE CONTACT

Dans le but de diffuser plus largement «l'Humanité Rouge» quotidienne pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

NOM :.....PRÉNOM : .....

AGE : .....PROFESSION : .....

ADRESSE :.....

.....

Signature

Témoignage sur la médecine capitaliste

Enceinte de trois mois, ma grossesse se déroulait avec quelques difficultés quand je me vis un dimanche soir dans l'obligation d'aller précipitamment consulter le gynécologue (propriétaire) d'une clinique («maternité») voisine de mon domicile. Après consultation ce médecin m'apprit que j'allais faire une fausse couche et me conseilla vivement d'entrer sur le champ dans sa clinique. Le lendemain matin, en effet, j'avortais spontanément.

Tout d'abord je fus désagréablement surprise par le manque d'hygiène et de précautions prises à l'égard des hospitalisées : le thermomètre faisait, sans être désinfecté, le tour des chambres, pas d'insonorisation, tout le monde pouvait voir les détritus de tout le monde. Pourquoi ? Certainement pas à cause du personnel : les infirmières devaient en effet effectuer 12 heures d'affilées par jour à grimper sans arrêt, au moindre appel, l'affreux raidillon qui conduit aux deux étages de la clinique qui n'est parfois gardée que par une seule d'entre elles ; quant aux sages-femmes il n'est pas rare de les voir faire 48 heures... de présence. Dans ces conditions comment assurer un bon fonctionnement des services ?

Economie du personnel, atteinte à l'hygiène : peu importe à ce grand monsieur de la médecine, ami de l'UDR, possesseur de deux «maternités» dans une même commune et qui s'apprête à en ouvrir une autre dans la commune voisine : le principal c'est de gagner de l'argent, d'abord sur le dos du personnel, ensuite sur celui des patientes au mépris de toute règle médicale ou de «déontologie»....

En effet il me fit faire un curetage – sans me demander mon groupe sanguin.... – : c'est inutile et risqué après une fausse couche comme je l'appris plus tard ; une infection s'en suivit qui laissera peut-être quelques séquelles, qu'importe ! Cela fait toujours une opération et une hospitalisation d'une semaine ! Quand il s'agit de gagner de l'argent, à quoi bon se soucier de la santé morale et physique des malades, n'est-ce pas ?

Voilà donc encore un bel exemple de médecine capitaliste destinée à augmenter les profits et non à soigner les personnes qui ont recours à elle, exemple parmi des milliers d'autres encore plus scandaleux.

Une lectrice.

Télévision: UN FILM REVISIONNISTE POLONAIS

Du film polonais «Les papillons» diffusé le 9 septembre sur la deuxième chaîne, il n'y aurait pas grand-chose à dire s'il avait été tourné en France ou aux USA. Les pays capitalistes ont toujours produit des films où «l'amour» vient effacer les contradictions de classe et les problèmes matériels ou politiques. Mais ce film a été réalisé en Pologne, pays tant vanté par le P«C»F.

Le sujet du film en bref : des jeunes Polonais (12 à 15 ans) découvrent l'amour dans un village de vacances.

Dans ce film le problème principal pour les jeunes de ce pays soi-disant socialiste c'est l'amour : il s'agit pour les garçons de «sortir» avec des filles, le plus possible et, pour cela, tous les moyens sont bons. Ainsi un garçon d'une quinzaine d'années avoue avec regret «qu'il y a un an il avait du fric, ce qui l'aidait pour sortir avec une fille, en payant cigarettes, Coca-Cola (!), cinéma, etc...». Comme le prétendent les bourgeois occidentaux «les femmes sont toutes les mêmes», capricieuses, infidèles, aimant que les hommes se battent pour elles ! On voit de quel pourrissement idéologique la restauration du capitalisme en Pologne s'accompagne. L'argent et l'asservissement de la femme y jouent un rôle essentiel. Et c'est là le «paradis» que nous chantent Marchais et consorts ! Le film cherchait d'ailleurs plus ou moins à se présenter comme un dépliant touristique sur la Pologne des vacances, avec un style que ne renieraient pas les publicistes occidentaux.

Le jeune «héros» est amoureux d'une fille dont la seule occupation semble être de se promener sur son «mini-vélo» dans la campagne polonaise et qui n'aspire qu'au luxe et à l'amour. C'est alors qu'il va trouver un «rival» en la personne du fils de vacanciers, aux allures de bourgeois et qui sont certainement d'une autre classe sociale : ils possèdent en effet une voiture, une caravane et leur rejeton n'aura pas de peine à gagner le cœur de Monika grâce à son bateau, son appareil de photo et (lui aussi) son mini-vélo !

Voilà donc la «société socialiste» vantée par les révisionnistes. Le moins que l'on puisse dire c'est qu'elle n'a guère de différences avec celle que nous connaissons en France. Les révisionnistes polonais veulent faire croire à la jeunesse polonaise que le problème essentiel pour elle c'est «l'amour». Ils veulent nous faire croire en France que la Pologne c'est le pays des vacances heureuses et de l'amour champêtre. Mais la classe ouvrière polonaise et les jeunes polonais, ainsi que la classe ouvrière et la jeunesse françaises savent de plus en plus à quoi s'en tenir quant au «socialisme à la polonaise». Ils savent que ce qui s'y cache sous le nom de socialisme, c'est la dictature féroce, social-fasciste d'une poignée de nouveaux bourgeois. Et ce que ne dit bien entendu pas ce film, c'est que sous la direction de son Parti communiste marxiste-léniniste la classe ouvrière polonaise mène résolument le combat pour renverser ce régime capitaliste et social-fasciste et sa pourriture idéologique, pour restaurer la dictature du prolétariat et donner à la jeunesse la perspective enthousiasmante de la construction du socialisme.

Un lecteur

FRONT OUVRIER

MALICHAUD (ORLÉANS)

"Lutter contre le chômage partiel, c'est possible, c'est nécessaire"

Lundi 8 septembre, il est 7 h 30. Cette semaine qu'on entame voit dans les rues d'Orléans le défilé habituel des ouvriers qui se rendent à l'usine, et celui – non moins habituel ! – des... chômeurs qui cherchent un travail.

Devant les portes de l'usine Malichaud, 200 travailleurs sont rassemblés... ils manifestent leur opposition au patron qui veut faire chômer 4 lundi sur 5 en septembre.

La direction commence à trembler. Elle refuse de discuter avec les travailleurs. Elle ne veut pas revenir sur sa décision, et, de peur d'y être contrainte par les masses, elle ferme les portes de l'usine et fait appel aux flics des renseignements généraux !

C'est le 1er septembre, le jour de la reprise, que la direction a fait connaître son intention de ramener les horaires de 42 h 30 à 34 h. Aussitôt, le travail d'information et de mobilisation a commencé dans les ateliers. Deux assemblées générales du personnel se sont tenues qui devaient aboutir à la manifestation du 8.

L'entreprise Malichaud – mécanique de précision, aéronautique – dépend de la société Bronzeavia : elle est l'un de ses principaux sous-traitants. L'aéronautique n'est pas épargnée par la crise générale du capitalisme, mais au contraire particulièrement secouée. Rivalisant, sur ce terrain aussi, avec le social-impérialisme soviétique, l'impérialisme américain a redoublé d'efforts pour écouler une partie croissante de sa production aéronautique en Europe. De ce fait, les entreprises capitalistes françaises travaillant pour l'aéronautique ne peuvent plus écouler leur production. C'est le cas pour Bronzeavia qui a recours à d'importantes restructurations pour préserver ses profits. Quant à l'entreprise Malichaud, en tant que sous-traitante, elle voit son carnet de commandes diminuer très rapidement. Déjà en juillet, 2 600 heures ont été enregistrées dans la rubrique «en attente de travail».

La logique de l'exploitation capitaliste veut que ce soit la classe ouvrière qui paye les pots cassés, tandis que la bourgeoisie, elle, maintient ses profits. La direction de Malichaud a donc décidé de mettre la majorité des 440 travailleurs de l'usine au chômage partiel.

Ainsi les nécessités de la production capitaliste sont respectées : tel secteur, rentable, qui a besoin de produire à plein rendement verra ses machines tourner à plein temps (42 h 30). Tels autres, que Bronzeavia oblige à n'assurer qu'une production restreinte, ne tourneront que 34 h par semaine. Les profits du patron de Malichaud sont intacts, d'autant que le total des salaires à verser diminue. La direction voudrait renforcer son autorité en procédant à la désorganisation des rangs ouvriers et à la division entre ceux qui font 42 h 30 et les autres.

Mais tout cela, c'est sans compter les travailleurs. Pour que le plan patronal marche, il fallait que les ouvriers soient démobilisés, qu'ils soient convaincus que *«contre le chômage partiel, on ne peut rien»*. Il est vrai que cette idée défaitiste a circulé dans les ateliers. Elle a circulé jusqu'au moment où les éléments les plus avancés ont compris que lutter contre le chômage partiel c'est commencer à lutter contre les licenciements, que le patron entend préparer en «douceur», sans doute. La manifestation du 8 septembre a renforcé la détermination des travailleurs, elle a porté un rude coup à la direction.

Ce n'était qu'un début. Deux jours après, lors d'une réunion avec la direction, les délégués du personnel ont refusé de discuter les propositions patronales visant à *«aménager»* le chômage partiel. Les travailleurs ne sont pas décidés à négocier n'importe quoi. Leur revendication c'est *«40 h payées 42 h 30»*, et ils n'en changeront pas si facilement. La plupart d'entre eux, rendus confiants par la manifestation du 8 et conscients de leur force, pensent désormais que : *«lutter contre le chômage partiel, c'est possible, c'est nécessaire»*.

Correspondant H.R.

AU MÉTRO DE MARSEILLE :

"Pour aller plus vite et à moindre frais, un homme est mort"

«Ça ne m'étonne pas. J'ai toujours eu peur quand je travaillais à ce chantier. Et on faisait dix fois plus attention à la sécurité qu'eux». Celui qui parle est coffreur à l'entreprise Quillery. «L'accident» dont il parle est survenu le 2 août dernier au chantier St Just-RATVM, J.P. Lucas, conducteur d'engin, y a trouvé la mort. *«Cela devait arriver»*, les travailleurs sont unanimes, d'ailleurs à deux reprises ils avaient fait grève pour exiger que de véritables mesures de sécurité soient prises...

La société Quillery avait dû interrompre les travaux pour faire assécher les infiltrations d'eau, traiter les terrains, extrêmement dangereux : tourbes, poudingue, des plaques friables, en mouvement, et tout près... un égout. Pour se débarrasser de ce chantier pourri, elle l'avait sous-traité à l'entreprise Gagneraud. Ce sont là autant de preuves que des «accidents» comme celui du 2 août étaient prévisibles, et peut-être... prévus !

Aujourd'hui les ouvriers accusent : avec Quillery, on plaçait des cintres tous les mètres, avec Gagneraud les cintres et les bastaings prévus pour empêcher les éboulements étaient trop espacés : 1,60 m ! *«On faisait une travée par jour. Comme le terrain était mou, on nous a dit qu'il fallait aller plus vite, faire 2 travées par jour... Avant quand c'était Quillery, on coulait le béton à l'avancée. Pourquoi a-t-on laissé un découvert d'au moins 10 mètres* (entre le front de taille et la partie bétonnée), *juste avant l'accident ? Pourquoi les patrons ont-ils cherché à faire croire qu'il n'y avait que 6 mètres non-bétonnés, alors que nous avons prouvé qu'il y en avait au moins 10, probablement 12 ?»* Le matin de «l'accident», un chef avait fait remarquer aux travailleurs qu'un cintre avait bougé. Qu'importe, il a fallu continuer l'attaque du front de taille, le forage et la pose de dynamite sur le poudingue...

Les accusations des travailleurs sont très précises, et d'autant plus accablantes pour les patrons. Au-delà de leur aspect technique, elles se résument en une phrase : *«Pour aller plus vite et à moindre frais, un homme est mort»* !

Devant le corps de leur camarade écrasé sur son engin par l'éboulement, la colère des ouvriers a grondé terriblement fort. Les patrons ont perdu les pédales : ils se renvoyaient la balle, tandis qu'aucune décision n'était prise pour le sauvetage. Un responsable de la société du Métro voulait faire murer et bétonner le corps de la victime, soi-disant pour éviter d'autres éboulements ! En fait il espérait qu'ainsi la vérité serait définitivement enterrée : il s'en est fallu de peu qu'il soit lynché par les travailleurs qui procédaient aux opérations de déblaiement !

Car ce sont eux, les travailleurs, et eux seuls, qui ont pris en main le sauvetage. Et encore il a fallu qu'ils attendent 10 heures pour qu'on mette à leur disposition une cage de sécurité pour protéger les sauveteurs !

Aujourd'hui, des éléments d'enquête ont été fournis par les ouvriers à différents organismes, dont le ministère du Travail, car les travailleurs exigent que l'affaire ne s'arrête pas là, et que justice soit faite pour la famille de J.P. Lucas (qui laisse une femme et cinq enfants). Ils sont décidés à se battre une fois de plus pour que la sécurité soit réellement assurée sur tous les chantiers.

Les camarades de travail de J.P. Lucas ont pris conscience dans ces douloureuses circonstances que dans le système capitaliste, la vie d'un travailleur n'est rien. Seul compte le profit des patrons.

Le jour approche où la classe ouvrière vengera tous les siens, tous ceux dont la bourgeoisie a fait couler le sang, tous ceux qu'elle a tués pour s'assurer d'immenses profits !

Correspondant H.R.

(suite de la page 1)

mouvement de masse, et que très vite ce mouvement de protestation déferle sur toute la France. En un mot que la pression du peuple soit plus forte que jamais et qu'elle soit immédiate.

Il faut lutter dans les organisations de masse pour mobiliser la classe ouvrière et le peuple de France.

Certains responsables syndicaux ne manqueront pas d'invoquer mille et un prétextes pour empêcher le développement de l'internationalisme prolétarien. Parmi ceux-là, nous pouvons être sûrs que nous trouverons au premier rang les dirigeants révisionnistes de la CGT. Ne déclaraient-ils pas dans «l'Humanité» blanche du 13 septembre : *«Les méthodes utilisées par l'organisation gauchiste dont étaient membres les condamnés de Madrid facilitent le déchaînement des violences fascistes»* ?! C'est à peine s'ils ne soutiennent pas ouvertement le boucher Franco !

Il est vrai que quand ils font du tapage c'est pour soutenir des forces pro-soviétiques et non le peuple et ses organisations révolutionnaires.

A nous de les combattre, en réaffirmant la juste conception prolétarienne de l'organisation syndicale, organisation de classe et de masse du prolétariat. A ceux qui, à la fois rivaux et complices des fascistes contre la classe ouvrière et les masses populaires, essaieront de dissuader les travailleurs de se mobiliser contre l'exécution des trois militants du FRAP, sous prétexte que cela n'entre pas dans le cadre du travail syndical, nous répondons par avance que dans l'histoire du mouvement ouvrier les véritables organisations syndicales ouvrières, ont toujours tenu un rôle prépondérant dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme et le racisme. La CGT elle-même, du temps où sa direction n'était pas bourgeoise, contre-révolutionnaire, mais prolétarienne, révolutionnaire, n'a-t-elle pas livré de très grandes batailles pour que triomphe l'internationalisme prolétarien, pour que soit vaincu l'impérialisme ? Lors de la venue en France de Rigway-la-peste en 1952, les travailleurs syndiqués à la CGT n'ont-ils pas participé massivement aux grandes manifestations contre l'impérialisme américain qui menait une guerre d'agression et de colonisation en Corée ? Ont-ils reculé devant la violence révolutionnaire pour riposter aux impérialistes qui avaient foncé à plusieurs reprises dans des manifestations avec leurs camions, faisant plusieurs morts ?

Aujourd'hui face au fasciste Franco, c'est de ces glorieuses luttes que nous devons nous inspirer. D'ores et déjà, ici et là des sections syndicales ont commencé le travail de mobilisation contre le crime que les franquistes préparent. Ainsi le secteur nord du département de Seine St-Denis (La Courneuve) de l'UPSM-CFDT a appelé par tract les sections CFDT de la région à mobiliser massivement les travailleurs pour manifester leur opposition à Franco. Ainsi également dans un centre de l'ex-ORTF, 173 travailleurs syndiqués à la CGT et à la CFDT ont signé une déclaration adressée au FRAP et à l'ETA. Ces exemples doivent être suivis.

En avant dans nos syndicats pour sauver Garmendia et Otsagui et les cinq du FRAP.

Directride de publication : Suzanne Marty CPPP : N° 47291 IMP. La Nouvelle N° 756 757575 Dépôt légal : 3ème trimestre 1975